

Conseil Départemental, débat d'orientations budgétaires : un contexte financier contraint et incertain



Conseil Départemental, débat d'orientations budgétaires : un contexte financier contraint et incertain



Vendredi 23 janvier s'est tenue au Conseil Départemental une séance sur le débat d'orientations budgétaires 2026. Le président, Philippe Dupouy, souligna « qu'il s'inscrit dans un contexte financier contraint et incertain en l'absence à ce stade de la loi de finances pour 2026 ».

Tout d'abord Philippe Dupouy aborda la crise agricole « d'une rare intensité » estimant cependant que « le pire semble avoir été évité » en rappelant que l'épidémie de dermatose nodulaire contagieuse est arrivée aux portes du Gers.

Quant au traité de libre-échange il « salue la mobilisation des eurodéputés de gauche qui ont permis la Cour de justice européenne ». Et se souligner « que nous devons nous mobiliser pour défendre nos produits, valoriser et soutenir les filières en circuits courts [...] c'est la raison pour laquelle nous soutiendrons les producteurs qui souhaitent participer au Salon de l'Agriculture à Paris ».

Concernant les dégradations sur les routes celles-ci s'élèveraient à 5 millions d'euros « nous ne pourrions pas absorber cette dépense, ni financièrement, ni politiquement, ni moralement, nous aurons besoin du soutien financier de l'État pour sortir de cette crise ». Bonne nouvelle, le premier ministre a répondu favorablement de prendre en charge des réparations des dégâts occasionnés.

A propos de la stratégie budgétaire pour 2026, les orientations proposées visent à élaborer « un budget équilibré et sincère d'un montant de 380 M€. «Malgré les contraintes nous maintenons les crédits dédiés au SDIS, à la culture et au sport, [...] et poursuivons l'adaptation des politiques de solidarité départementale », souligne Philippe Dupouy.

Résumé de l'intervention de Jérôme Samalens

Déclaration de Bernard Gendre,Conseiller Départemental en charge de l'agriculture

« La troisième dose de vaccin contre l'influenza aviaire est indispensable pour sécuriser la filière [...] en prenant en charge 25 % de cette vaccination nous assumons pleinement notre rôle de collectivité de la solidarité aux côtés des agriculteurs ».

Déclaration de Nathalie Barrouillet, Conseillère Départementale, à propos de la souveraineté alimentaire

« Défendre la souveraineté alimentaire, c'est refuser une agriculture industrialisée et dépendante des marchés extérieurs, et affirmer un modèle agricole gersois à taille humaine, agroécologique et ancré dans nos territoires. Le Conseil Départemental continuera à soutenir les agriculteurs gersois, acteurs essentiels de notre alimentation, de notre santé et de l'avenir de nos campagnes ».

Déclaration de Charlette Boué, Conseillère Départementale, en charge de la solidarité

« Derrière chaque intervention de police ou de gendarmerie se cache bien souvent une détresse humaine et sociale. Les intervenants sociaux jouent un rôle essentiel pour désamorcer les situations de crise, protéger les victimes et orienter vers les dispositifs adaptés. En 2025, ce dispositif a permis le suivi de 620 situations difficiles, dans le Gers. En renouvelant cette convention, le Département réaffirme son engagement en faveur d'un accompagnement de proximité, de la prévention et de l'accès aux droits, au service de la cohésion et de la justice sociales. »

Déclaration de Lydie Toison, rapporteure du budget

Les orientations proposées visent à élaborer un budget équilibré et sincère d'un montant de **380M€**, fondé sur une évaluation prudente des ressources. L'objectif est de dégager une épargne minimale permettant de financer les missions obligatoires, de stabiliser le niveau d'endettement et d'éviter une dégradation de la capacité de désendettement.



P1890687.JPG